



Organisation internationale pour les migrations (OIM)  
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

## Seconde session du Dialogue international sur la migration 2021

### *Tirer parti de la migration aux fins d'un relèvement résilient et durable après la pandémie : chances et défis*

14 et 15 octobre 2021

Centre international de Conférences Genève (hybride)

--

#### **Résumé des conclusions<sup>i</sup>**

--

La seconde session du Dialogue international sur la migration (IDM) 2021 de l'OIM s'est tenue les 14 et 15 octobre sur le thème suivant : « Tirer parti de la migration aux fins d'un relèvement résilient et durable après la pandémie : chances et défis ».

La session a été consacrée à l'état de la mobilité dans le monde au regard des efforts déployés pendant et après la pandémie de COVID-19, et s'est intéressée en particulier à la contribution des migrants en tant qu'acteurs essentiels d'un relèvement socioéconomique résilient et durable. Le dialogue a souligné l'importance de ne laisser personne de côté, conformément à l'appel lancé par le Secrétaire général des Nations Unies pour lutter contre les inégalités à l'échelle mondiale et nationale, dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de la décennie d'action. Cet IDM visait à mieux connaître les conséquences des chocs mondiaux sur la migration et le développement, à en tirer des enseignements et à définir des recommandations pour améliorer le soutien aux migrants à l'avenir. La session a également servi d'enceinte privilégiée de dialogue stratégique à l'échelle mondiale, permettant aux États Membres de l'OIM, aux observateurs, aux organisations intergouvernementales partenaires et aux parties prenantes non gouvernementales de discuter des questions migratoires pressantes afin de faire progresser les efforts visant à assurer une migration sûre, ordonnée et régulière, et de renforcer des systèmes de santé publique inclusifs pour les migrants, dans le but ultime d'avancer vers la réalisation des objectifs de développement durable.

Des représentants gouvernementaux de haut niveau, des membres de la diaspora, des experts universitaires, des représentants du secteur privé et des organisations internationales et de la société civile ont participé à la seconde session de cette année, échangeant des points de vue et partageant leurs expériences et des exemples de pratiques efficaces. Tout au long des deux jours

de réunion, les participants ont abordé les questions et défis principaux relatifs à la migration et au déplacement dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et du relèvement socioéconomique.

La session s'est articulée autour de huit panels dirigés par 41 orateurs et modérateurs, dont des décideurs et des praticiens de haut niveau des pays d'origine, de transit et de destination, des migrants et des membres de la diaspora, et des représentants de l'Union européenne, d'organismes des Nations Unies partenaires, d'organisations non gouvernementales et du secteur privé. Les panels ont été conçus pour assurer un bon équilibre géographique, sectoriel et entre les sexes.

Les panels ont abordé les thèmes suivants :

- **Panel 1** : Incidences de la COVID-19 sur la mobilité : éléments déclencheurs de la migration, réaction gouvernementale et avenir de la gestion des frontières après la pandémie
- **Panel 2** : Promouvoir les droits socioéconomiques et l'accès aux services pendant et après la pandémie de COVID-19
- **Panel 3** : Réponse aux crises en temps de COVID-19
- **Panel 4** : Rôle des migrants dans le relèvement post-COVID-19 et la réalisation des objectifs de développement durable
- **Panel 5** : S'attaquer aux difficultés rencontrées par les jeunes migrants pendant la pandémie et autonomiser la jeunesse pour faciliter un relèvement durable
- **Panel 6** : Tirer parti du potentiel des femmes migrantes en vue d'un relèvement socioéconomique durable
- **Panel 7** : Autonomiser les migrants et les communautés transnationales en tant qu'acteurs du développement : inclusion financière, rapatriements de fonds et autres aspects
- **Panel 8** : Voie à suivre dans la perspective du Forum d'examen des migrations internationales et prochaine session de l'IDM

M. António Vitorino, Directeur général de l'OIM, a ouvert la réunion. Dans ses remarques introductives, il a invité les représentants à examiner quelles sont les mesures qui pourraient être mises en avant pour permettre aux migrants de contribuer pleinement à la reprise sociale et économique après la pandémie, et veiller à ce qu'ils soient moins vulnérables aux chocs mondiaux à l'avenir. Le Directeur général a souligné que la pandémie de COVID-19 menaçait de réduire à néant des années de progrès vers des services équitables et inclusifs à l'appui du développement durable, observant que la pandémie avait poussé des millions de personnes hors de l'éducation et du travail décent, pour sombrer dans la faim, la sous-alimentation et la pauvreté. Il a également mis en garde contre les répercussions durables de ces problèmes si des mesures ne sont pas prises pour s'assurer notamment que les systèmes sanitaires et alimentaires, les centres pour l'emploi, les services d'éducation et de formation professionnelle, et les services d'inclusion financière répondent aux besoins des migrants et des personnes déplacées

et leur donnent les bons outils pour continuer à jouer leur rôle d'acteurs clés dans le développement à long terme de leurs communautés.

Pour le Directeur général, il est nécessaire de changer d'approche pour gérer les défis mondiaux d'aujourd'hui, en favorisant des réponses innovantes, multidimensionnelles et inclusives qui donnent la priorité à la prévention et à la préparation dans le relèvement à l'issue de la crise de la COVID-19. Il a invité les représentants à poursuivre la discussion sur ce que la pandémie implique pour les migrants, ainsi que sur leur rôle dans la riposte à la pandémie de COVID-19 et le relèvement, notamment en formulant des recommandations d'action.

Le Directeur général a été rejoint lors de la séance d'ouverture par Mme Anuradha Gupta, Directrice exécutive adjointe de Gavi, l'Alliance du vaccin, qui a prononcé un discours liminaire. Décrivant l'effet « multiplicateur de fragilités » de la COVID-19 pour les migrants et les personnes déplacées, elle a rappelé qu'aucune voie ne saurait se dégager pour le relèvement de la pandémie sans inclure les migrants. Elle a mis en garde contre le coût élevé des tendances à l'exclusion et de l'accès inéquitable à la vaccination pour l'économie mondiale. Mme Gupta a mis en avant le partenariat de Gavi avec l'OIM, qui vise à s'assurer que personne n'est laissé pour compte en termes de vaccination, ainsi qu'à réaliser l'objectif commun de protéger la santé et le bien-être de chacun, partout, en particulier des personnes les plus vulnérables et marginalisées. Elle a souligné que la session de l'IDM donnait une chance d'acquérir une connaissance approfondie des réalités sur le terrain afin de promouvoir des moyens plus efficaces de soutenir les migrants et les personnes déplacées, et de leur permettre de vivre dans la dignité.

La Directrice générale adjointe chargée de la gestion et des réformes de l'OIM, Mme Amy Pope, a animé la réunion consacrée aux incidences de la COVID-19 sur la mobilité : éléments déclencheurs de la migration, réaction gouvernementale et avenir de la gestion des frontières après la pandémie. En ouvrant le débat, elle a souligné que les pouvoirs publics avaient été partagés quant à la riposte face à la COVID-19 et qu'il n'existait pas d'approche unique pour relever les défis socioéconomiques posés par la pandémie. Elle a invité l'auditoire à se pencher sur ce qui manquait dans la réaction de la communauté internationale face à la pandémie, sur les conséquences de la pandémie et sur ce qui pourrait être mieux fait la prochaine fois qu'une crise similaire se présentera.

Le premier jour de la session de l'IDM, la Directrice générale adjointe chargée des opérations de l'OIM, Mme Ugochi Daniels, a animé la réunion sur les moyens de promouvoir les droits socioéconomiques et l'accès aux services pendant et après la pandémie de COVID-19. Dans son discours d'ouverture, elle a décrit les conséquences tragiques de la pandémie de COVID-19 sur les sociétés. Attirant l'attention sur la résilience des communautés, mais aussi sur les inégalités exacerbées par la pandémie, elle a souligné que la COVID-19 avait déstabilisé les pays, les individus et les communautés, les forçant à s'adapter. Selon elle, l'inclusion des migrants dans la prestation de services n'est pas seulement la bonne chose à faire, c'est aussi la chose intelligente à faire.

**Une synthèse des principaux résultats et des conclusions de cette discussion de deux jours est présentée ci-après.**

**1. Une approche intégrée sera nécessaire pour la préparation aux situations d'urgence sanitaire et la gestion des frontières dans le monde après la pandémie. Elle doit prendre en compte la mobilité transfrontière et les régulations sanitaires internationales de manière globale.**

- La pandémie de COVID-19 a mis en lumière l'importance de migrations bien gérées pour des sociétés prospères et en bonne santé, mais aussi les effets négatifs d'une mobilité humaine réduite sur le développement durable. Comme l'ont rappelé plusieurs participants, les restrictions à la mobilité pendant la pandémie ont eu de graves répercussions sur les sociétés et les économies dans le monde. La connectivité et la mobilité humaine sont des caractéristiques fondamentales du monde globalisé d'aujourd'hui. Les participants ont souligné que la mise en œuvre intégrée de cadres politiques mondiaux sur la mobilité humaine et ses moteurs sera essentielle au sortir de la pandémie, et ont insisté sur la nécessité d'une coordination internationale en matière d'exigences et de mesures relatives aux voyages. Cela exige des approches multisectorielles, associant l'ensemble des pouvoirs publics et de la société, avec une bonne coordination entre les pays et les secteurs, les autorités nationales et locales, ainsi qu'une coopération interinstitutionnelle.
- Plusieurs gouvernements ont présenté les mesures qu'ils avaient prises pour faciliter le retour des travailleurs migrants, et le rôle vital de leurs missions consulaires à l'étranger. Par exemple, Mme Sarah Lou Ysmael Arriola, Sous-secrétaire chargée des travailleurs migrants au Département des affaires étrangères des Philippines, a décrit les efforts de son gouvernement pour faciliter le retour des travailleurs migrants par une politique se fondant sur les éléments centraux que sont les secours, le rapatriement, le relèvement et la réintégration.
- Les données sont essentielles pour évaluer les risques et élaborer des mesures de santé publique. À cet égard, les participants ont fait observer que les mesures spéciales devraient être fondées sur des éléments factuels et sur les risques. En outre, comme l'a souligné Mme Jessica Bither, experte de haut niveau en matière de migration, Questions mondiales, chez Robert Bosch Stiftung GmbH, les approches en matière de données sur la mobilité humaine doivent être revues à la lumière des répercussions de la COVID-19. En effet, des recherches supplémentaires sont nécessaires pour mieux comprendre ces différents effets et leur rôle dans la formation de mouvements de population, ainsi que pour éclairer les politiques et les mesures visant à répondre aux besoins et aux défis complexes auxquels sont confrontées les communautés les plus vulnérables. La capacité des pouvoirs publics à collecter et à partager des données doit être développée en conséquence. L'OIM et ses organisations partenaires sont prêtes à appuyer ce travail grâce aux outils déjà

en place, tels que le Centre d'analyse des données migratoires mondiales (GMDAC) et la Matrice de suivi des déplacements (DTM).

- Les participants ont également souligné qu'il est primordial de veiller à ce que les mesures de réponse et de relèvement n'exacerbent pas la discrimination, la stigmatisation et les inégalités, ni ne portent atteinte aux droits de l'homme. Plusieurs délégations, parmi lesquelles celles de la Chine, de la Jordanie, de la Thaïlande et du Qatar, ont demandé que les programmes nationaux de réponse à la COVID-19 soient inclusifs pour les migrants. Tous les migrants, quel que soit leur statut, devraient avoir un accès égal aux soins de santé, y compris aux vaccins. L'acceptation mutuelle des certificats sanitaires COVID-19 est indispensable pour éviter de creuser la fracture de la mobilité à l'échelle mondiale.
- Durant la session de l'IDM, une discussion a porté sur l'incidence de la pandémie sur les mesures de réponse aux crises et la planification humanitaire interinstitutionnelle, au cours de laquelle les pratiques réussies et les enseignements tirés ont été soulignés. Des exemples ont également été fournis concernant les ajustements apportés aux interventions de préparation et au mode de distribution de l'aide humanitaire pendant la pandémie. Les participants ont tiré trois enseignements, à savoir l'importance 1) de la planification, 2) de l'inclusion des migrants, et 3) de l'accès aux équipements de protection individuelle et aux vaccins.
- Les orateurs ont également appelé à une compréhension plus approfondie et à une meilleure perception des moyens efficaces de garantir que les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays vivent dans la dignité. Observant que le monde sera différent après la pandémie, les intervenants ont souligné la nécessité de se projeter à long terme pour aller au-delà de la planification à court terme. L'entrepreneuriat, de nouvelles formes de financement flexible, l'engagement du secteur privé et la création de nouvelles ressources seront essentiels pour soutenir les moyens de subsistance des plus vulnérables. Le partage de données est décisif dans les situations de crise et est devenu encore plus important pendant la pandémie de COVID-19. L'investissement dans la numérisation, la collaboration et le partage de données sont indispensables pour comprendre ce qui se passe sur le terrain, mais la confidentialité et la sécurité des données sont par ailleurs absolument nécessaires.
- Plusieurs délégués ont rappelé que les difficultés qu'impose la pandémie à la mobilité humaine et au développement socioéconomique pourraient être gérées plus efficacement par la coopération entre tous les acteurs concernés, y compris les migrants et la diaspora. Nous devrions nous réunir pour faire face collectivement à cette situation en adoptant une approche concise et globale qui aborde la gouvernance, le développement et la sécurité. La pandémie a démontré que les partenaires peuvent aller au-delà des partenariats existants pour tisser de nouveaux liens et trouver des moyens innovants d'œuvrer de concert.

## **2. L'inclusion des migrants dans la prestation de services est au cœur de l'engagement à « ne laisser personne de côté » et à réaliser pleinement le Programme à l'horizon 2030 pour tous.**

- Les migrants sont en première ligne dans la lutte contre la COVID-19 en tant que prestataires de services, agissant comme des travailleurs essentiels dans la fourniture de soins de santé, de services alimentaires et sanitaires, de services de soins pour les personnes âgées, et plus encore. Pourtant, dans le même temps, les migrants – en particulier ceux en situation irrégulière – sont confrontés à des obstacles supplémentaires pour accéder à ces mêmes services. La pandémie de COVID-19 a entraîné des actes de discrimination, de xénophobie et de racisme.
- Les intervenants ont rappelé que toute crise rend les inégalités de longue date plus visibles et touche de manière disproportionnée les personnes en situation de vulnérabilité. La solution est claire : l'égalité d'accès aux services pour tous, indépendamment du statut migratoire, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'âge ou de tout autre facteur. Il est maintenant temps d'aller de l'avant et de transformer les bonnes mesures temporaires en politiques publiques permanentes.
- En outre, comme le soulignent les témoignages des représentants des migrants et de la diaspora, lorsqu'ils bénéficient d'une égalité des chances, des droits et d'accès aux services, les migrants peuvent stimuler l'innovation et améliorer les services existants, notamment dans les domaines des soins de santé, de l'éducation et des infrastructures.
- Les participants ont relevé que les acteurs aux niveaux local, national et régional jouent un rôle particulièrement important pour traduire les engagements mondiaux en actions et faire face aux difficultés locales, ainsi qu'aux besoins et aux vulnérabilités des populations migrantes. L'expérience directe et le point de vue des travailleurs migrants et des représentants de la diaspora montrent que l'inclusion et la fourniture de services se situent au niveau local, qui est aussi le lieu où l'on peut acquérir une meilleure compréhension des besoins et des possibilités entourant la migration.
- Les politiques et approches nationales en matière de migration sont souvent déconnectées de la réalité locale. Cependant, des travailleurs migrants, des représentants de la diaspora et des décideurs politiques ont décrit des exemples réussis d'approche inclusive et centrée sur les personnes pour la prestation de services. Mme Amina Hersi Moghe, fondatrice du projet Atiak Sugar en Ouganda, a évoqué l'importance de l'autonomisation des communautés locales et a souligné que la diaspora a la capacité de s'adapter à l'endroit où elle se trouve et de faire ce qui doit être fait. Tout ce dont elle a besoin, c'est d'être guidée et de pouvoir acquérir des compétences.

### **3. Les migrants et la diaspora doivent faire partie de la solution pour se relever de la pandémie de COVID-19 et accélérer les progrès vers la réalisation du Programme 2030.**

- Au cours des deux jours, les délégués ont souvent mentionné l'importance de tirer parti des possibilités offertes par les migrants et de leur donner les moyens d'être des partenaires égaux et des acteurs du développement. Ne pas le faire induit le risque de laisser les migrants pour compte, de creuser les inégalités et d'éliminer toute chance de réaliser le Programme 2030.
- Les participants ont considéré que les migrants et la diaspora ont rendu les communautés plus dynamiques, plus inclusives et plus prospères, dans leur pays et à l'étranger. Nous ne devrions pas demander l'aide des migrants et de la diaspora uniquement en cas de besoin, mais plutôt construire une relation durable et de confiance dont tout le monde profite.
- Les participants ont parlé de migrants qui ont perdu leurs revenus et leur emploi, qui n'ont pas pu retourner dans leur pays ou accéder à un emploi à l'étranger en raison de la fermeture des frontières, ou qui ont été victimes de discrimination dans l'accès aux services essentiels. Dans un message vidéo, Mme Marta-Lucía Ramírez, Vice-Présidente et Ministre des affaires étrangères de la Colombie, a déclaré que les femmes, les filles et les jeunes étaient en particulier directement, et souvent de manière disproportionnée, touchés par les crises économiques et sanitaires, ainsi que par les mesures mises en place sur le terrain.
- Les orateurs et les oratrices ont souligné que les femmes, y compris les migrantes, sont au cœur de nos sociétés et ont été des actrices essentielles dans la réponse à la pandémie. Par exemple, les femmes représentent 70 pour cent du personnel de santé dans le monde. Cependant, la pandémie a eu des répercussions particulièrement importantes sur les migrantes des secteurs informels sans protection juridique forte. Il est nécessaire que les femmes et les filles acquièrent des compétences supplémentaires, comme la capacité d'utiliser la technologie et de se former en ligne. Pour un relèvement véritablement inclusif de la pandémie, les migrantes ont besoin d'une éducation et d'une formation professionnelle innovantes. L'accès aux services de base à domicile et dans leur quartier a une incidence non négligeable sur la santé, l'éducation et l'emploi, ainsi que sur l'intégration des migrants. À cet égard, les pouvoirs publics et le secteur privé devraient travailler main dans la main pour autonomiser les migrantes afin qu'elles puissent exploiter leur potentiel pour le développement de leurs communautés.
- Représentant l'Association pour l'intégration des femmes basée à Modène, en Italie, Mme Caroline Caporossi a évoqué la nécessité d'investir dans des médiateurs culturels pour jeter des ponts entre la communauté et le marché du travail, faisant observer qu'ils sont un élément clé des partenariats à long terme.

- Au cours de l'IDM, l'attention a été attirée sur le fait que les jeunes migrants font partie des groupes les plus vulnérables touchés par la pandémie. Les orateurs ont reconnu que le manque d'accès à l'éducation et aux possibilités de travail est un problème constant pour les jeunes, qui ont également du mal à s'engager activement dans les espaces formels d'élaboration des politiques.
- Les participants ont souligné que les jeunes, y compris les jeunes migrants, doivent être entendus et intégrés aux côtés des autres membres de la communauté dans les interventions sanitaires et non sanitaires en réponse à la pandémie de COVID-19. Les délégués ont plaidé pour des activités de renforcement des capacités ciblant les jeunes, y compris les migrants, afin de les aider à développer des compétences numériques adaptables, en vue de renforcer la résilience sur le marché du travail dans le contexte de l'impact de la COVID-19 sur l'économie mondiale.
- La jeune génération possède le plus grand potentiel en termes de créativité, de résilience et d'innovation, ce qui en fait un partenaire incontournable pour tout relèvement efficace et durable à long terme. Les jeunes doivent être invités à des dialogues comme l'IDM et être inclus dans les discussions sur l'élaboration des politiques. Les orateurs ont décrit certains moyens d'aider les jeunes à participer plus efficacement et à jouer un rôle dans le relèvement de la pandémie, notamment par la création d'un cadre de besoins et de qualifications pour les migrants hautement qualifiés, par la mise en place d'une offre éducative pour les migrants, en particulier pour les jeunes migrantes, et par une protection et un soutien financiers pour les jeunes migrants.
- Aux côtés des acteurs gouvernementaux multilatéraux, régionaux et nationaux, il est essentiel de veiller à ce que les communautés et les individus soient inclus et puissent participer aux efforts visant à relever les défis complexes liés à la migration et à la reprise après la COVID-19. Il est essentiel de gérer les difficultés posées par la pandémie à la mobilité humaine et au développement socioéconomique par le biais de la coopération. En effet, comme l'a rappelé le représentant de la Libye, le phénomène migratoire a un impact sur de nombreux États Membres de l'OIM et nous devons nous rassembler pour faire face à cette situation collectivement avec une approche concise et globale qui aborde la gouvernance, le développement et la sécurité. Il est donc nécessaire d'aller au-delà des partenariats existants et de trouver des moyens innovants de travailler ensemble.
- Les participants ont convenu que nous devons continuer à travailler avec les acteurs nationaux et privés pour relever les défis concernant les rapatriements de fonds des migrants, étant donné leur rôle essentiel dans la garantie des moyens de subsistance et du bien-être, comme le souligne l'objectif 20 du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Cependant, les intervenants ont également appelé à une approche plus globale de la contribution des migrants, englobant les investissements et la philanthropie des diasporas, le tourisme et les réseaux transnationaux, ainsi que



l'entrepreneuriat et les échanges commerciaux des migrants, comme mentionné dans l'objectif 19 du Pacte mondial.

- Les intervenants ont attiré l'attention sur l'importance de soutenir les contributions des migrants et des diasporas en facilitant l'inclusion financière, en renforçant l'infrastructure des marchés financiers pour permettre une réduction des coûts de transaction, et par la numérisation. Des politiques et des cadres réglementaires plus larges favorisant la mobilisation de la diaspora devraient également être créés. M. Leon Isaacs, fondateur et directeur général de DMA Global, a souligné l'intérêt de regarder au-delà des rapatriements de fonds pour mesurer l'incidence des contributions économiques des diasporas, faisant observer que les pays doivent introduire des approches structurées et des politiques particulières qui encouragent et récompensent les contributions des migrants. Les délégués ont convenu de la nécessité de discuter plus avant de la manière dont cette partie importante du programme sur les migrations et le développement, à savoir les objectifs 19 et 20 du Pacte mondial, pourrait ressortir au mieux lors du Forum d'examen des migrations internationales 2022 et par la suite.

Enfin, cette session comprenait une table ronde sur la voie à suivre pour le premier Forum d'examen des migrations internationales, qui doit avoir lieu en mai 2022, et sur la manière dont l'IDM pourrait contribuer à sa préparation. Les délégués ont évoqué les efforts déployés aux niveaux national et régional pour examiner les mesures de mise en œuvre du Pacte mondial en vue du Forum. Ils ont également souligné l'importance d'intégrer la politique migratoire dans le programme de développement et ont estimé que le Pacte mondial constitue un résultat important du multilatéralisme, qui permettra aux acteurs d'élaborer rapidement des solutions mondiales dynamiques. Les délégués ont accueilli favorablement la proposition de débattre de la mise en œuvre du Pacte mondial lors de la prochaine réunion de l'IDM, avant le Forum d'examen des migrations internationales, mais ont signalé la nécessité de tenir compte de la souveraineté nationale, tout en restant flexible pour s'adapter aux nouveaux défis et aux nouvelles chances.

- Les participants ont considéré que le Forum d'examen des migrations internationales constitue une excellente occasion de faire progresser le consensus mondial sur les questions migratoires et ont exhorté les États et les organisations internationales à présenter au Forum une approche mondiale renouvelée et constructive, telle que celle qui s'est manifestée dans le contexte de la pandémie de COVID-19.
- En outre, les intervenants ont rappelé que les efforts de la communauté internationale concernant le Pacte mondial devraient rester ancrés dans les principales communautés – les migrants, leurs communautés d'origine et leurs communautés d'accueil – et tenir compte de leurs aspirations.

## Recommandations sur la voie à suivre

Les orateurs et les oratrices ont beaucoup insisté sur l'importance d'une action coordonnée pour faire participer et responsabiliser les migrants – notamment les femmes et les jeunes – dans les réponses socioéconomiques nationales et locales à la pandémie. Les participants ont appelé à des partenariats entre les différents acteurs et à ce que les migrants jouent un rôle de premier plan dans les efforts de lutte contre la COVID-19, ce qui devrait passer par des politiques ciblées visant à donner des prérogatives aux migrants en tant qu'agents du changement pour un relèvement complet et inclusif, et à progresser vers la réalisation des objectifs de développement durable. Au cours de l'IDM, il a été recommandé de renforcer la coopération internationale entre les pays d'origine et de destination afin de porter secours aux travailleurs migrants en situation difficile et de soutenir le rapatriement des travailleurs migrants si nécessaire.

Les participants ont notamment mentionné les domaines d'action prioritaires suivants :

- Reconnaître le rôle clé que jouent les migrants et les membres de la diaspora en tant qu'agents du changement, notamment par la manière dont ils enrichissent la société et contribuent au développement économique dans leurs pays de destination et d'origine ;
- Mettre en œuvre et renforcer les mécanismes de protection des droits des migrants, quel que soit leur statut, en accordant une attention particulière aux migrants les plus vulnérables, et en s'efforçant de garantir un accès aux soins de santé sans discrimination ;
- Encourager l'intégration sociale et économique des migrants dans les communautés d'accueil, avec le soutien de la communauté internationale ;
- Lutter contre toutes les formes de discrimination, de racisme, de xénophobie et autres formes d'intolérance ;
- Accentuer la sensibilisation et le renforcement des capacités autour des questions migratoires ;
- Faciliter la mobilité des migrants pour ouvrir la voie au relèvement socioéconomique après la pandémie et remédier aux vulnérabilités socioéconomiques des migrants ;
- Renforcer la coopération entre les gouvernements d'accueil, les pays d'origine, les diasporas, les membres de la société civile et la communauté internationale ;

- Offrir aux migrants des espaces et des possibilités d'élaborer des réponses créatives à la pandémie de COVID-19, y compris en vue d'un relèvement à long terme ;
- Répondre aux besoins de protection particuliers des enfants migrants tout en garantissant l'accès à l'éducation et aux autres services ;
- Multiplier les chances pour les jeunes de développer leurs compétences et leurs outils ;
- Collaborer avec des réseaux de jeunes pour cocréer des solutions ;
- Promouvoir des projets durables à long terme qui soient inclusifs en termes de participation des parties prenantes, mais qui passent également le relais aux jeunes afin qu'ils puissent décider de la manière dont ils souhaitent travailler ;
- Permettre aux migrantes de participer à l'élaboration des politiques sur les questions qui ont une incidence sur leur vie en améliorant les possibilités de formation pour les femmes et les filles migrantes, afin qu'elles puissent mettre leurs compétences et leurs efforts au service de la reprise économique mondiale ;
- Lever les obstacles auxquels les migrantes sont confrontées, en leur permettant d'améliorer leur propre développement et leur contribution ;
- Poursuivre le travail avec les acteurs nationaux et privés pour relever les défis concernant les rapatriements de fonds des migrants, étant donné leur rôle essentiel dans la garantie des moyens de subsistance et du bien-être, comme le souligne l'objectif 20 du Pacte mondial ;
- Saisir l'occasion offerte par le Forum d'examen des migrations internationales de 2022 en consacrant le premier IDM de 2022 à un échange de pratiques exemplaires, d'approches innovantes et de recommandations liées à la mise en œuvre du Pacte mondial.

## **Clôture**

Dans ses remarques de clôture, le Directeur général de l'OIM, M. António Vitorino, a relevé que le second IDM a constitué une excellente occasion de réfléchir une fois de plus à l'incidence de la pandémie sur les systèmes de gestion des migrations, et de déterminer les moyens par lesquels les gouvernements pourraient collaborer pour réagir efficacement à des événements similaires à l'avenir, sans risquer un retour à l'immobilisme mondial et une plus grande instabilité socioéconomique. Les travaux de préparation de la prochaine session de l'IDM, prévue en février 2022, avant le Forum d'examen des migrations internationales, ont également commencé. Il s'agira de faire le point sur les résultats des divers exercices d'examen du Pacte mondial et de recenser les défis et les lacunes à combler.

Le présent résumé n'est pas exhaustif. Un rapport complet fournissant un compte rendu plus détaillé des délibérations et mettant en évidence les expériences, les bonnes pratiques et les recommandations partagées lors de cette session sera publié dans les meilleurs délais.

---

<sup>i</sup> Ce document n'a pas fait l'objet d'une révision par les Services de traduction de l'OIM.